

# Lutte de classe

Pour interdire les licenciements et exproprier les capitalistes :  
organisons-nous pour chasser Sarkozy !

Il y a une "très petite minorité" de parasites dans ce pays dont il est urgent de se débarrasser : les 1824 patrons des grandes entreprises !

Voilà ce qu'on peut répondre à Fillon qui a déclaré récemment sur France Inter : "*Il y a une très petite minorité à Continental qui rend les choses très difficiles*".

Difficile de quoi faire ? De virer 600 ouvriers ou plus ? Qu'est-ce qui est légitime, les licenciements ou le combat contre les licenciements ? Qu'est-ce que vise Fillon d'après vous ? Les couches les plus déterminées de la classe ouvrière à refuser de payer les conséquences de la crise du capitalisme et les plus propices aujourd'hui à se soulever, de Villepin a raison, il existe bien une situation propice à une révolution.

**Fillon ne peut que constater le débordement des appareils syndicaux en le regrettant.**

*"Même les organisations syndicales ont du mal à jouer leur rôle plein de médiateurs dans cette crise en raison de cette minorité très agissante, très violente, pour laquelle, je le dis clairement, s'agissant des violences qui ont été commises hier, il y aura des poursuites"*, a dit le Premier ministre.

Les seules poursuites que nous retenons pour notre part concernent le capitalisme qui pourrit la vie de la population laborieuse. Son actif se confond avec les créances pourries de ses banques, c'est la déchéance et la réaction sur toute la ligne.

**La main du bourreau.**

*"On tend la main à une majorité des salariés mais jamais un chef de gouvernement ne pourra accepter que l'on casse les locaux d'une sous-préfecture"*, a-t-il insisté.

En réalité le gouvernement tend la main au patronat pour jeter à la rue des millions de travailleurs, par conséquent ces derniers sont en droit de s'en prendre à l'Etat et à tout ce qui le représente, la révolution se moque de la légalité dont se pare le capitalisme pour maintenir en servitude la classe ouvrière.

**Le gouvernement des banquiers et des capitalistes ne peut pas être le gouvernement des travailleurs.**

Le gouvernement "*se met à la disposition des deux parties pour organiser une médiation sur un accord de méthode*", a-t-il dit à Reuters, proposant que des représentants des deux parties soient reçus à Bercy par son directeur de cabinet adjoint.

**La méthode : mode d'emploi.**

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde a déclaré mercredi à la presse : "*L'Etat sera présent pour faciliter, canaliser, catalyser ce dialogue indispensable*", or accepter de dialoguer avec des patrons qui n'ont aucune intention de revenir sur leurs plans de licenciements, c'est d'avance collaborer à l'application de ces plans.

Cette déclaration suivait l'annonce faite mardi par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie Luc Chatel au nom du gouvernement de proposer sa "*médiation*" dans le dossier Continental, afin de "*mettre les deux parties autour de la table et discuter de la suite*" (AP 22.04), c'est-à-dire des conditions d'accompagnement des 600 licenciements décidés par la direction de Continental avec le soutien du gouvernement, totalement inacceptable : pas un licenciement, c'est la seule base de discussion possible pour les ouvriers de Continental notamment.

Les ouvriers de Continental ne se sont pas trompés d'objectif : C'est bien l'Etat capitaliste qui a versé des centaines de milliards d'euros aux banquiers et aux patrons qu'il faut abattre de "*fond en comble*" (Marx-Engels).

Le ministre du Budget Eric Woerth a affirmé mercredi sur Europe-1 : "*Aller saccager des biens de l'Etat quand c'est l'Etat qui est le seul recours pour l'ensemble de ces salariés, c'est assez paradoxal*". (AP 22.04)

"*Le gouvernement, il n'abandonne personne*", a-t-il ajouté, tentant de faire croire aux travailleurs que l'Etat serait au-dessus des classes et les servirait équitablement, alors qu'en réalité il est au service des intérêts d'une seule classe : celle des capitalistes.

Lorsque la vie et le travail de millions de travailleurs devraient être sacrifiés sur l'autel du profit des capitalistes, il est normal, légal de se soulever pour briser la main de nos bourreaux, c'est une question de survie.

Quant à la ministre de l'ordre capitaliste Michèle Alliot-Marie, elle a jugé "*normal*" qu'il y ait des suites judiciaires mercredi sur RTL.

"*Ce n'est pas en détruisant des biens publics, ce n'est pas en saccageant une sous-préfecture que l'on règle les problèmes, et si certains à l'intérieur de ces mouvements sociaux essaient de pousser à la violence, je pense qu'ils ne rendent service à personne*", a-t-elle déclaré.

"*A partir du moment où vous avez des destructions volontaires, un saccage, il est normal qu'il y ait des suites, que l'on recherche les personnes qui ont procédé à ce saccage et qu'elles puissent être déférées à la justice. C'est tout simplement l'application de la loi*", a ajouté la ministre. (AP 22.04)

La menace de répression de la ministre de la police s'inscrit dans le cadre du respect de l'ordre établi que les ouvriers ont commencé à remettre en cause ce qu'elle ne peut évidemment pas accepter. La classe ouvrière a déjà jugé coupables les patrons et l'Etat capitaliste qui jettent à la rue des millions de travailleurs et exploitent ceux qui ont un travail, il ne nous reste plus qu'à nous donner les moyens politique pour appliquer ce jugement, pour cela il faudra prendre le pouvoir et liquider les institutions de la Ve République.

**La position du PS et du PCF qui prétendent représenter et défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais qui en réalité soutiennent le régime capitaliste.**

Le double langage du PS ne trompera aucun travailleur, car ils comprennent que le PS se situe dans le même camp que l'UMP qui ne "*se réjouit*" pas non plus de la remise en cause du capitalisme à travers la séquestration de patrons.

"*On ne peut pas se réjouir de ça mais on peut comprendre, oui*", a déclaré sur France 2 le député PS du Doubs Pierre Moscovici.

La colère des travailleurs licenciés n'est pas seulement "normal", elle est légitime et s'inscrit dans la perspective révolutionnaire de refuser plus longtemps la dictature du capital et de prendre son destin en mains, de refonder la société sur de nouvelles bases économiques.

Pour la secrétaire nationale du Parti communiste français (PCF) Marie-George Buffet, "*cette colère est normale*".

**A bas les négociations et le dialogue social qui consistent à entériner ou accompagner les plans de licenciements !**

"*On condamne la violence mais ce n'est pas de la violence de se battre pour obtenir des négociations*", a-t-elle dit sur Canal +. (Reuters 22.04)

Buffet en condamnant la violence, condamne les ouvriers qui s'en prennent aux biens de l'Etat, séquestrent des patrons ou occupent des usines, elle se place délibérément au côté de Sarkozy et des patrons.

**La position du POI.**

Dans son éditorial du 23 avril, D. Gluckstein pose une question : "*Reste cette question : qu'est-ce qui donne au gouvernement et au patronat l'arrogance par laquelle ils prétendent attirer les syndicats dans des « pièges » pour leur faire prendre en charge les licenciements ?*"

Il répond ensuite que ce serait l'attitude du PS et du PCF, partis dans lesquels la classe ouvrière ne se reconnaît pas depuis belle lurette. Ne serait-ce pas plutôt l'absence d'un parti révolutionnaire ? Réponse facile, mais insuffisante. Mieux et plus précis, ne serait-ce pas tout simplement la crise du capitalisme qui obligerait la classe des capitalistes à prendre des mesures drastiques quitte à aller à l'affrontement direct avec la classe ouvrière ? Aurait-elle le choix ces entreprises qui licencient ou se délocalisent pour rester compétitive sur le marché mondial ? Gluckstein n'aurait-il pas oublié comment fonctionne le système économique capitaliste ?

### **Le seul devoir du PS et du PCF : soutenir le gouvernement et le capitalisme.**

Gluckstein s'enferme dans une logique qui a conduit à la décomposition du mouvement, en voulant absolument faire jouer un rôle au côté des travailleurs, les partis pourris qui n'ont cessé de le trahir quand il dit que c'est "*le devoir des partis se réclamant du mouvement ouvrier*" de "*refuser tout appui aux plans de restructuration et de licenciements du gouvernement et du patronat.*"

Celle logique est criminelle parce qu'elle ne peut aboutir qu'à faire naître ou nourrir des illusions dans ces partis, alors que la classe ouvrière a besoin plus que jamais de prendre conscience du rôle et de la place de chaque parti pour déterminer sur lesquels elle peut réellement s'appuyer pour aller de l'avant, de la même manière qu'elle doit saisir quels sont les fondements des rapports sociaux existants afin d'envisager les moyens de les abolir.

Pour le POI, un front unique avec un parti (bourgeois), le PS, qui participe au gouvernement Sarkozy-Fillon et à une cinquantaine de comités avec l'UMP, qui gère 22 régions sur 24, qui a gouverné le pays à une multitude de reprises et pendant de longues années au cours du XXe siècle pour le compte du capitalisme, permettrait d'ouvrir une issue politique, quel travailleur ou militant sera assez naïf pour croire pareille baliverne ?

Alors que chez Continental la question qui se pose aux ouvriers est celle de l'expropriation sans indemnité des patrons, pourquoi aucun parti ouvrier ne se situe sur ce terrain ? Pour éviter l'affrontement direct avec l'Etat ?

La situation sociale de dizaines de millions de travailleurs et leurs familles, la gigantesque crise du capitalisme, les 10% ou plus de chômage prévu d'ici la fin 2010, ne se prêteront-ils pas immédiatement à l'engagement de ce combat politique qui pourrait constituer l'étincelle dont tout le monde parle du côté de la réaction l'angoisse au ventre, tandis que des millions de travailleurs n'attendent qu'un signal pour faire la peau du régime ?

Pourquoi ne pas dire directement aux travailleurs : ce n'est pas ce gouvernement qui interdira les licenciements, ce n'est pas non plus un gouvernement composé des partis qui ont détenu le pouvoir et qui ne les ont jamais interdit qui les interdiront demain, c'est seulement un gouvernement ouvrier révolutionnaire composé des partis combattant pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme qui prendra ce décret conformément aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière...

Alors pour interdire les licenciements, mobilisons-nous par millions pour chasser Sarkozy et son gouvernement, organisons-nous pour nous doter des organes politiques qui nous permettront d'assumer tout le pouvoir et d'avancer sur la voie du socialisme.